



Save the Children

SAUVONS NOTRE EDUCATION EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

**PROTÉGEONS LE DROIT DE CHAQUE ENFANT À
APPRENDRE DANS LE CADRE DE LA RIPOSTE ET
DE LA PHASE DE RELANCE FACE À LA COVID-19**

Introduction



CHIFFRES CLÉS :

- Parmi les 12 pays du monde présentant un “risque extrême” d’accuser du retard dans leur progression vers l’objectif de développement durable 4 (ODD 4), 09 sont d’Afrique de l’Ouest et du Centre en raison de la COVID-19,
- 2 millions d’enfants n’étaient pas scolarisés en raison de l’insécurité avant la COVID 19,
- 128 millions de la maternelle au secondaire, ne sont pas scolarisés en raison de la COVID-19,
- 1/5 des enfants âgés de 6 à 11 ans ne sont pas scolarisés en temps normal,
- Un déficit de 23 milliards de dollars américain dans le financement de l’éducation pourrait découler de l’impact économique de la pandémie dans les pays à revenu faible et intermédiaire,
- 4,2 millions de personnes sont actuellement déplacées au Sahel, dont 60% sont des enfants,
- 1,2 million de personnes sont des déplacées internes et réfugiées, dont 670 000 enfants.

En début avril, le nombre d’enfants non scolarisés était estimé à 128 millions en Afrique de l’Ouest et du Centre (WCA), ce qui représente l’une des conséquences collatérales de la réaction des gouvernements pour stopper la propagation du virus de la COVID 19. Au cours de cette période, certains pays ont fait preuve d’un grand leadership en offrant un apprentissage continu aux enfants alors que les écoles restaient fermées. Toutefois, en Afrique subsaharienne, 89 % des apprenants n’ont pas accès à un ordinateur à domicile, 82 % n’ont pas accès à l’internet et environ 28 millions d’apprenants vivent dans des endroits non desservis par des réseaux mobiles.¹ Dans ce contexte, il est probable que les filles et les garçons les plus marginalisés ont du mal à accéder à l’apprentissage à distance et ne reçoivent pas le soutien dont ils ont besoin pour continuer à apprendre.

Pour l’Afrique de l’Ouest et du Centre, cette pandémie est venue s’ajouter à une crise d’apprentissage existante. Avant la pandémie, la région présentait déjà le taux d’exclusion scolaire le plus élevé, avec plus d’un cinquième des enfants âgés de 6 à 11 ans non scolarisés en temps normal. De plus, en juin 2019, plus de 9 290 écoles étaient déjà fermées pour cause d’insécurité, touchant ainsi 2 millions d’enfants et 44 000 enseignants. En outre, dans toute la région, 670 000 personnes déplacées de force vivent sur des sites de réfugiés et déplacés internes surpeuplés et sous-équipés, avec un accès limité aux opportunités d’apprentissage. De nombreux systèmes éducatifs nationaux en Afrique de l’Ouest et du Centre sont déjà confrontés au quotidien à des défis considérables en raison des conflits et des déplacements, des urgences environnementales et du manque de ressources pour répondre à ce défi structurel.

Dans ce contexte, la COVID-19 exacerbe encore ces défis et aura pour conséquence de priver des millions d’enfants supplémentaires de leur droit fondamental à l’apprentissage. Les pays subissent d’énormes pressions pour répondre à cette pandémie, ce qui risque de réduire le budget dédié à l’éducation, déjà insuffisant. Les groupes les plus pauvres et les plus marginalisés risquent de ne jamais retourner à l’école, les enfants risquant plutôt d’être soumis au travail forcé et/ou au mariage d’enfants. Le prix qu’ils paieront pour leur avenir sera durable. La crise précédente nous a appris que plus les enfants restent longtemps en dehors de l’école, plus le risque qu’ils ne retournent pas à l’école est grand. C’est la plus grande urgence de notre vie en matière d’éducation.

1.0 La COVID-19 a perturbé l'ensemble du système éducatif

Les difficultés économiques risquent d'empêcher de nombreux enfants de retourner à l'école

Parallèlement à la fermeture des écoles, les mesures de distanciation physique ont un impact significatif sur l'emploi, mettant à rude épreuve les finances familiales et l'économie. Cela risque d'accroître la pauvreté des millions d'enfants vivant au sein des communautés vulnérables. En conséquence, les enfants issus de familles vulnérables risquent de ne pas retourner à l'école parce qu'ils ne seront pas en mesure de payer les frais de scolarité, ou parce qu'ils ont été contraints au travail des enfants ou de se marier précocement pour aider à joindre les deux bouts.



« Pour l'avenir, je crains de ne pas pouvoir poursuivre mes études à cause de la pauvreté de mes parents. Beaucoup de personnes de mon âge sont actuellement des femmes de ménage dans la grande ville. Mon ambition de devenir sage-femme est menacée par le mariage avant l'obtention de mon diplôme. » Natacha, 12 ans, Mali

En se basant sur les preuves de la crise Ebola, le Fonds Malala estime qu'environ 10 millions de filles supplémentaires en âge de fréquenter l'école secondaire pourraient ne plus être scolarisées une fois la crise passée.ⁱⁱ Au cours de l'épidémie du virus Ebola de 2014-16 en Afrique de l'Ouest, le nombre de grossesses chez les adolescentes a augmenté de façon spectaculaire, laissant les filles seules et incapables de retourner à l'école après l'épidémie. À la fin de la crise du virus Ebola en Sierra Leone, le pays avait enregistré une augmentation de 11 000 grossesses d'adolescentesⁱⁱⁱ. L'une des conséquences a été la chute du taux de scolarisation des filles de 12 à 17 ans, qui est passé de 50 à 34 % dans de nombreux villages, soit parce qu'elles étaient enceintes, soit mariées.



Des déficits de financement plus que jamais

Dans ce contexte, et malgré tous les efforts déployés jusqu'à présent, la communauté internationale n'a pas suffisamment reconnu l'énorme crise d'apprentissage provoquée par la pandémie. Il en résulte une action limitée et un manque choquant d'investissement dans l'éducation jusqu'à présent : on estime qu'un déficit de 6,2 milliards de dollars américain dans l'éducation des enfants les plus vulnérables^{iv} d'Afrique pourrait résulter de l'impact économique de la pandémie.^v La Banque mondiale s'est engagée à hauteur de 160 milliards de dollars américain sur 15 mois pour aider les pays à faire face aux chocs sanitaires, économiques et sociaux causés par la pandémie. Toutefois, nous ne savons pas exactement quelle proportion de cette somme a été allouée à l'éducation. Beaucoup d'efforts restent à faire pour donner la priorité à l'éducation pendant la phase de relance.

Le rapport de Save the Children montre que la COVID-19 pourrait réduire le financement national et international en faveur de l'éducation. Le confinement mondial continuera probablement à avoir un impact significatif sur la croissance économique mondiale.^{vi} Le FMI (juin 2020) prévoit une baisse de 4,9 % de l'économie mondiale. L'analyse de ce rapport suppose qu'une part des dépenses publiques allouées à l'éducation diminue de 10 % (ce qui équivaut à une analyse comparable de la Banque mondiale en mai 2020), en raison d'une nouvelle priorisation des dépenses vers d'autres secteurs.

Les systèmes éducatifs nationaux de la République démocratique du Congo, du Burkina, du Mali, du Niger ou du Nigeria sont déjà confrontés à des défis considérables en raison du conflit et des déplacements en cours et d'un manque de financement critique. La COVID-19 exacerbe ces défis déjà très graves. Il est urgent d'investir maintenant (financièrement et techniquement) dans des systèmes d'éducation alternatifs pour atténuer l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les enfants des pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre.

2.0 Un système déjà fragile face à d'autres crises

4

Avant la pandémie, l'éducation était déjà en crise dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre.

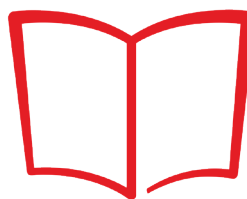
Même avant la crise de COVID-19, de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre avaient déjà les taux d'exclusion scolaire les plus élevés de toutes les régions, avec plus d'un cinquième des enfants âgés de 6 à 11 ans non scolarisés en temps normal. L'objectif de développement durable 4 (ODD 4) est celui de l'éducation. Il vise à « assurer une éducation de qualité inclusive et équitable et à promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous ». Une nouvelle analyse menée par Save the Children a identifié 12 pays comme présentant un « risque extrême » de prendre du retard dans leur progression vers l'objectif 4 en raison de la pandémie. Parmi eux, nous en comptons neuf de la région Afrique de l'Ouest et du Centre, à savoir le Niger, le Mali, le Tchad, la Guinée, le Liberia, la Mauritanie, le Nigeria, le Sénégal et la Côte d'Ivoire. Pour ces gouvernements, cela signifiera manquer l'occasion de donner à toute une génération d'enfants la chance d'apprendre et de développer tout leur potentiel. Le chômage et le sous-emploi, la pauvreté et l'inégalité vont augmenter. Toute cette situation crée une frustration avec des conséquences malheureuses dans un environnement où l'insécurité est un grand défi.

Au-delà de ces défis structurels, l'Afrique de l'Ouest et du Centre est également confrontée à une crise d'apprentissage liée à l'énorme détérioration de la sécurité dans la région. Au cours des deux dernières années, les groupes armés ont intensifié les attaques dans certaines régions du Burkina Faso, du Mali, du Nigeria et du Niger. Les conflits armés, les déplacements forcés et les crises prolongées ont perturbé l'éducation de millions d'enfants et de jeunes dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, le Burkina Faso étant l'épicentre de la crise avec 2 500 fermetures d'écoles en mars 2020.

Avec la COVID 19, l'éducation a été particulièrement touchée, affectant l'avenir d'une génération d'enfants dans l'une des régions les plus vulnérables du monde. Cette situation est particulièrement critique pour les enfants vivant dans des pays touchés par des crises humanitaires, tels que la RDC, le Mali, le Nigeria. Dans ces pays, l'épidémie de COVID-19 crée une pression importante sur un système éducatif déjà surchargé.

Grâce au travail important que nous menons auprès des enfants des États fragiles et touchés par des conflits, nous savons qu'en cas de crise, l'une des principales priorités des enfants, est qu'ils voudront pouvoir poursuivre leurs études. Ils nous disent que l'éducation est la clé de leur avenir, de leur protection, de leur bonheur et de leur santé, et qu'elle ne peut être retardée. L'année dernière, notre rapport « L'éducation à tout prix »,^{vii} a révélé que les enfants touchés par une crise sont deux fois plus susceptibles de classer le fait d'être scolarisé comme leur principale préoccupation par rapport aux autres besoins.

« Dans ma localité d'origine, à cause des conflits, nous ne pouvions plus aller à l'école, cela me faisait très mal car nous apprenions beaucoup à l'école et je me sentais bien avec mes camarades de classe »», raconte Natacha, 12 ans, du Mali.



Save the Children

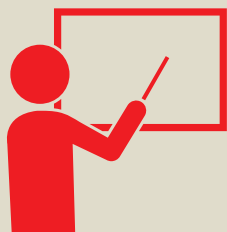
Il est maintenant temps de renforcer les efforts déployés par le gouvernement pour atteindre les plus vulnérables.

Maintenir l'apprentissage

**“2 mois que les écoles sont vides
Que les bancs commencent à
porter des rides
Un grand retard s'annonce
Un air désespéré se lance
Les volontés baissent
Les apprentissages cessent
Révisons nos leçons et faisons des
exercices
Afin de mieux nous adapter à
l'ouverture des classes”**
**Diaminatou Kanounté, une jeune
malienne, défenseuse des droits,
âgée de 16 ans, exprime ses
sentiments dans un poème.**

L'impact de la fermeture des écoles va au-delà de la perturbation de l'apprentissage des enfants, et englobe d'autres risques importants pour les enfants les plus marginalisés, notamment ceux issus de ménages à faibles revenus, les enfants réfugiés et déplacés internes, les filles et les enfants handicapés. Ces enfants et ces jeunes comptent sur les écoles pour accéder à d'autres services tels que les repas scolaires, les kits d'hygiène menstruelle, les services de santé, y compris les traitements vermifuges et le traitement du paludisme, les services de protection de l'enfance, le soutien spécialisé aux enfants handicapés et les activités et interventions de santé mentale et de soutien psychosocial (SMSPS). Il est essentiel que dans la réponse éducative à la fermeture des écoles, l'apprentissage soit maintenu actif et que ces autres impacts soient traités efficacement. Les gouvernements doivent mettre en place des systèmes pour répondre à ces vulnérabilités croissantes.

Promouvoir un apprentissage à distance inclusif



**« Le gouvernement
devrait nous proposer
d'autres moyens
d'apprentissage
pendant que nous
sommes à la maison
» MAYOWA, 11 ANS,
NIGERIA**

Avec la fermeture des écoles, les enfants et les jeunes ont besoin de moyens alternatifs pour se développer et apprendre, rester en contact avec l'école et de se préparer à retourner dans les écoles lorsqu'elles rouvriront. En Sierra Leone, au Burkina Faso, au Liberia, au Nigeria et dans d'autres pays, un certain nombre d'écoles et d'universités ont transféré certains de leurs programmes sur des plateformes en ligne et ont encouragé les apprenants à se connecter. Près d'un million d'étudiants ont été connectés à une plateforme au Ghana, et de même au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. De nombreux pays ont mis en place des opportunités d'apprentissage par radio et, récemment, le Mali, le Niger, le Sénégal, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire ont rouvert des écoles pour les classes d'examens.

Cependant, l'accès aux équipements et aux technologies permettant de poursuivre l'apprentissage est désespérément inégal ; c'est ce que nous appelons la “fracture numérique”. Il s'agit de l'écart entre les individus, les familles et les zones géographiques à différents niveaux de revenus en ce qui concerne leur possibilité d'accéder à la technologie et leur

utilisation d'internet pour diverses activités^{viii}. En Afrique subsaharienne, environ 89 % des apprenants n'ont pas accès aux ordinateurs personnels à leur domicile et 82 % n'ont pas accès à l'internet.

Des efforts urgents doivent être faits pour atteindre les enfants qui n'ont pas accès à l'internet, par le biais d'options d'apprentissage nécessitant peu ou pas de technologie, y compris des kits d'apprentissage sur papier. Sur la base des programmes précédents et des données mondiales, nous savons que la radio interactive et les instructions audio peuvent avoir un impact positif en permettant aux enfants de rester en contact avec l'éducation, les compétences pédagogiques des personnes qui s'occupent des enfants et la participation de la communauté aux efforts d'apprentissage. Les infrastructures, les marchés et les économies de services nécessaires sont souvent en place dans de nombreux contextes à faibles ressources. Cependant, les zones rurales souffrent d'une mauvaise qualité du signal radio et de la puissance des piles, et il existe des problèmes de langues parlées à la maison et de compréhension.^{ix}



Préparer le retour à l'école en toute sécurité

« J'ai peur que l'année scolaire soit déclarée année blanche à cause de la COVID-19 », a déclaré Rosalie Masika Kalunga de RDC, 14 ans.

Certains pays sont en train de rouvrir provisoirement leurs portes des écoles aux enfants, mais l'expérience a eu des résultats mitigés jusqu'à présent et de nombreux élèves comme Rosalie termineront l'année scolaire sans retourner à l'école. À la mi-juin, cinq pays d'Afrique de l'Ouest n'avaient pas encore annoncé de date de réouverture des écoles et quatre pays prévoyaient une réouverture partielle.^x Cela signifie que lorsque les enfants reviendront, ils auront manqué de nombreux mois de cours. Comment absorbent-ils toutes les heures d'apprentissage manquantes du programme scolaire ? Comment l'année scolaire sera-t-elle validée pour ceux qui ne reprendront pas l'école parce qu'ils ne sont pas en classe d'examen ? Les autorités éducatives doivent répondre à ces questions importantes et s'assurer que le calendrier scolaire sera réorganisé de manière à ce que les enfants puissent rattraper leur retard scolaire et que des systèmes soient mis en place pour garantir que les enfants les plus vulnérables ne seront pas exclus.

Les gouvernements et la communauté internationale doivent planifier dès maintenant la réouverture des écoles en toute sécurité. L'intérêt pour le retour à l'école peut être bien moindre pour les enfants et les jeunes vulnérables ou en difficulté s'ils ont le sentiment qu'ils ne pourront pas rattraper leur retard et si les écoles n'offrent pas un soutien intensif pour l'apprentissage accéléré. Les décisions du gouvernement concernant l'ouverture des écoles doivent être guidées par les Ministères de la Santé et de l'Éducation, et les partenaires de la santé, sur la base d'informations de santé publique fiables qui prennent en considération l'ensemble des interventions en place, comme

la distanciation physique et la quarantaine à domicile, ainsi que la préparation de l'école à la réouverture.

Moins d'un quart des écoles en Afrique subsaharienne disposaient d'installations pour le lavage des mains.^{xi} Cela signifie que 620 millions d'enfants n'ont pas accès à des toilettes décentes à l'école et qu'environ 900 millions ne sont pas en mesure de se laver les mains correctement.^{xii} Il est clair que la réouverture des écoles ne signifiera pas un retour à la vie scolaire normale. Un certain nombre de mesures devront être mises en place pour garantir la sécurité des enfants et des enseignants à l'école. La distanciation physique devra rester une stratégie de santé publique, y compris dans les écoles. Cependant, nous savons que dans de nombreux contextes, la distanciation physique dans les écoles et les communautés est quasiment impossible. Dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, chaque enseignant est parfois responsable de 40 enfants et dans certains camps de réfugiés, les classes peuvent compter jusqu'à 120 enfants. Les petites salles de classe surpeuplées signifient qu'il est tout simplement impossible de garder les enfants à un ou deux mètres les uns des autres.

Cette situation nécessite des installations sanitaires et d'hygiène à l'école pour tous. Les enseignants, le personnel éducatif et le personnel de nettoyage doivent être formés aux pratiques d'hygiène et à la désinfection des écoles. Save the Children utilise son solide réseau communautaire pour atteindre les écoles isolées et leur transmettre des messages de santé publique essentiels en cas de pandémie, et pour les aider à se procurer du matériel d'hygiène.



Les plus vulnérables risquent d'être exclus

Lorsque les écoles rouvrent, il existe un risque important que certains enfants ne retournent pas en classe. Les enfants sont confrontés à de nombreux risques qui peuvent perturber leur apprentissage en dehors de l'école : ils peuvent être obligés d'assumer des responsabilités supplémentaires en matière de soins, ou être contraints au travail des enfants pour contribuer à augmenter les finances familiales à un moment où nous savons que la pauvreté est en hausse. Les filles courent un risque accru de violence basée sur le genre, de grossesse à l'adolescence et de mariage forcé. Certaines familles n'ont pas les moyens de payer les frais de scolarité et d'autres craignent d'envoyer leurs enfants à l'école alors que le virus reste un risque pour la santé.

Il existe des risques particuliers pour les enfants réfugiés et déplacés internes vivant dans des camps, où la distanciation physique est souvent extrêmement difficile

Niger : N'oublions pas les personnes déplacées internes malgré la COVID-19

Les interventions humanitaires de Save the Children au Niger ^{xiii} pour les réfugiés fuyant la violence des pays voisins et les personnes déplacées internes se poursuivent, de nouvelles mesures de sécurité ayant été mises en place pour empêcher la propagation de la COVID-19 dans le pays. En avril 2020, malgré les difficultés, notre équipe de distribution a atteint une petite communauté de personnes déplacées internes dans une zone reculée de la région de Tillabéri. Notre équipe a aidé 48 familles, dont une majorité d'enfants. Les enfants et leurs familles ont reçu des biens essentiels tels que des nattes, des seaux et du matériel de cuisine, ainsi que des vivres, comme du riz, des haricots et de l'huile. La crise humanitaire multidimensionnelle qui se déroule au Niger est due à la violence généralisée et aux pénuries de nourriture et d'eau. La malnutrition est un problème chronique et de nombreux enfants n'ont pas accès à l'éducation.

La réouverture des écoles et des espaces d'apprentissage dans les camps et dans des cadres similaires à ceux des camps peut nécessiter des considérations spécifiques. Les enfants dans ces environnements, sont déjà les plus susceptibles de ne pas être scolarisés avant la pandémie, de risquer d'abandonner l'école et de ne pas apprendre pendant qu'ils sont à l'école.

À mesure que les écoles rouvrent, de solides campagnes de rentrée des classes dirigées au niveau national et par les communautés sont nécessaires pour garantir que des progrès soient réalisés en matière d'accès universel à l'éducation. Les messages clés des campagnes de rentrée scolaire doivent être adaptés aux enfants et à leur âge, accessibles aux personnes handicapées et inclusifs, et être disponibles dans les langues locales concernées.

La Sierra Leone a relevé le défi de la réinscription des élèves (et, de fait, a essayé d'augmenter les inscriptions pour les porter à un niveau supérieur à celui d'avant le virus Ebola) en renonçant aux frais de scolarité et d'examen pendant deux ans, en offrant des repas scolaires aux élèves du primaire, et en mobilisant les communautés et en apportant un soutien ciblé aux groupes vulnérables.

Recommandations

L'impact de la fermeture des écoles sur une génération d'enfants sera immense. Il s'agit d'une urgence éducative qui nécessite une action dès aujourd'hui. Avec ce Rapport, Save the Children félicite tous les acteurs de l'éducation pour le travail déjà accompli. Pour aider les enfants à continuer d'apprendre, à retourner à l'école et à également afin de construire de meilleurs systèmes éducatifs pour l'avenir, Save the Children recommande:

Aux Gouvernements Nationaux

- Élaborer une stratégie claire et sensible au genre pour garantir la disponibilité d'options d'apprentissage à distance inclusives et à long terme pour tous les enfants ;
- Ces stratégies doivent assurer la continuité par le biais de systèmes à faible coût, tels que des programmes radio, afin d'intégrer les plus vulnérables qui n'ont pas accès à la télévision et aux plateformes numériques, elles doivent également être faciles d'accès et dans des langues accessibles ;
- Identifier et répondre aux besoins spécifiques des filles, qui sont les plus susceptibles de ne pas retourner à l'école ;
- Soutenir et équiper les enseignants avec les compétences nécessaires pour fournir un enseignement à distance de qualité ;
- Des activités d'apprentissage social et émotionnel devraient être intégrées dans les programmes scolaires de toutes les formes d'enseignement alternatif à distance, chaque fois que possible pour protéger le bien-être des enfants et des jeunes et atténuer les impacts des traumatismes pendant - et après - la crise ;
- Le Ministère de l'Éducation, les partenaires et les donateurs devraient élaborer le plan global de réouverture des écoles en toute sécurité et d'administration des examens manqués en raison de la crise ou trouver une autre méthode de certification et de passage en classe supérieure.

A La Communauté Internationale

- Faire le plaidoyer pour que les membres demandent le soutien des systèmes de coordination humanitaire (référence au Cluster Education avec l'UNICEF et SCI comme co-chefs de file) ;
- Accroître le financement et le partage des meilleures pratiques éprouvées entre les plateformes régionales et internationales ;
- Les fondations du secteur privé devraient augmenter le financement de la réponse éducative, fournir des conseils techniques et l'accès à des solutions éducatives innovantes.

Références

- i <https://en.unesco.org/news/startling-digital-divides-distance-learningemerge#ShareEducation>
- ii Malala Fund, (2020). L'éducation des filles et Covid-19. Qu'est-ce que les chocs passés peuvent nous apprendre sur l'atténuation de l'impact des pandémies <https://malala.org/newsroom/archive/malala-fund-releases-report-girls-education-covid-19>
- iii Rapport Panafricain (juin 2020). Les impacts de la Covid-19 sur les enfants africains : comment protéger une génération en danger
- iv L'analyse porte sur 130 pays à revenu faible et intermédiaire (à l'exception de la Chine). L'analyse actuelle est basée sur 104 pays pour lesquels les données requises étaient accessibles. Les dépenses par habitant pour les différentes catégories de revenus ont été utilisées pour estimer les dépenses dans les autres pays.
- v La réponse opérationnelle du Groupe de la Banque mondiale à la pandémie de COVID-19 (coronavirus) - Liste des projets <https://www.worldbank.org/en/about/what-we-do/brief/world-bank-group-operational-response-covid-19-coronavirus-projects-list>
- vi <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2020/06/24/WEOUpdateJune2020>
- vii Save the Children, (2019). L'éducation à tout prix : Répondre aux demandes des enfants marginalisés pour une éducation de qualité <https://resourcecentre.savethechildren.net/library/education-against-odds-meeting-marginalised-childrens-demands-quality-education>
- viii OCDE (2001). Comprendre la fracture numérique. Rapport. Paris, France : L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques.
- ix Banque mondiale, (2016). L'impact d'Ebola sur l'éducation en Sierra Leone
- x UNESCO, (2020). Réouverture des écoles : quand, où et comment ? <https://en.unesco.org/news/reopening-schools-when-where-and-how>
- xi UNICEF et al, (2020). Eau potable, assainissement et hygiène dans les écoles. Rapport de référence mondial 2018 <https://www.unicef.org/media/47671/file/JMP-WASH-in-Schools-ENG.pdf>
- xii UNICEF et al, (2020). Eau potable, assainissement et hygiène dans les écoles. Rapport de référence mondial 2018 <https://www.unicef.org/media/47671/file/JMP-WASH-in-Schools-ENG.pdf>
- xiii Rapport Panafricain (juin 2020). Les impacts de la Covid-19 sur les enfants africains : comment protéger une génération en danger.



Save the Children

Save the Children West and Central Africa

Immeuble Save the Children Lot No.02 - Zone 15 ,
Almadies Extension Route de Ngor, Dakar, Senegal
BP 16720 Dakar



Save the Children West and Central Africa



@ChildreninWCA



SavetheChildren.net